



## Assemblée générale

Distr.: Générale  
27 mai 2008

Français  
Original: Anglais

**Commission des Nations Unies  
pour le droit commercial international**

**RECUEIL DE JURISPRUDENCE CONCERNANT LES TEXTES DE LA CNUDCI  
(CLOUT)**

Table des matières

	<i>Page</i>
<b>Décisions concernant la Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage (LTA) . . . . .</b>	<b>3</b>
<b>Décision 778: LTA 16 - Egypte: Arbitrage ad-hoc mené au Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration, n° 474/2006 (7 novembre 2006) . . . . .</b>	<b>3</b>
<b>Décision 779: LTA 30 (1) - Egypte: Arbitrage ad-hoc mené au Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration, n° 497/2006 (17 février 2006) . . . . .</b>	<b>3</b>
<b>Décision 780: LTA 4 - Egypte: Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration, n° 312/2002 (28 novembre 2004) . . . . .</b>	<b>4</b>
<b>Décision 781: LTA 16 - Egypte: Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration, n° 111/1998 (12 juillet 1999) . . . . .</b>	<b>5</b>
<b>Décision 782: LTA 32 (2)(c) - Egypte: Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration, n° 101/1997 (11 mars 1999) . . . . .</b>	<b>5</b>
<b>Décision 783: LTA 16 - Egypte: Arbitrage ad-hoc mené au Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration, n° 105/1998 (14 décembre 1998) . . . . .</b>	<b>6</b>
<b>Décision 784: LTA 16 - Egypte: Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration, n° 67/1995 (11 août 1996) . . . . .</b>	<b>6</b>
<b>Décision 785: LTA 12 2), 13 2) - Egypte: Arbitrage ad-hoc mené au Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration, n° 51/1994 (25 mars 1996) . . . . .</b>	<b>7</b>
<b>Décision 786: LTA 1 3), 20 1), 22 1) - Egypte: Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration, n° 1/1994 (31 octobre 1995) . . . . .</b>	<b>8</b>



## INTRODUCTION

La présente compilation de sommaires de jurisprudence s'inscrit dans le cadre du système de collecte et de diffusion de renseignements sur les décisions judiciaires et sentences arbitrales concernant des conventions et lois types émanant des travaux de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). L'objectif est de faciliter une interprétation uniforme de ces textes juridiques par référence aux normes internationales, compatibles avec la nature internationale des textes, par opposition aux concepts et traditions juridiques strictement internes. On trouvera davantage de renseignements sur les caractéristiques du système et sur son utilisation dans le Guide de l'utilisateur (A/CN.9/SER.C/GUIDE/1/REV.1). Le recueil de jurisprudence concernant les textes de la CNUDCI peut être consulté sur le site Web de la Commission (<http://www.uncitral.org/clout/showSearchDocument.do>).

Chaque recueil de jurisprudence contient une table des matières en première page, qui indique les références complètes de chaque décision dont il est rendu compte dans les sommaires, ainsi que les différents articles de chaque texte qui sont interprétés ou renvoyés par la juridiction étatique ou le tribunal arbitral. L'adresse Internet (URL) à laquelle on trouvera le texte intégral des décisions en langue originale, de même que les adresses Internet des éventuelles traductions dans une ou plusieurs langues officielles de l'ONU, sont indiquées dans l'en-tête de chaque décision (il est à noter que la mention de sites Web autres que les sites officiels des organismes des Nations Unies ne constitue pas une approbation de ces sites par l'ONU ou la CNUDCI; en outre, les sites Web sont fréquemment modifiés; toutes les adresses Internet indiquées dans le présent document sont opérationnelles à compter de la date de soumission du document). Les sommaires des décisions interprétant la Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage comprennent des mots clefs correspondant à ceux qui figurent dans le Thésaurus de la CNUDCI pour la Loi type sur l'arbitrage commercial international, élaboré par le secrétariat de la Commission en consultation avec les correspondants nationaux. Les sommaires des décisions interprétant la Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale comprennent aussi des mots clefs. Les sommaires peuvent être recherchés sur la base de données disponible grâce au site Web de la CNUDCI par référence à tous les éléments d'identification clefs, c'est-à-dire le pays, le texte de loi, le numéro de la décision dans le recueil de jurisprudence, la date de la décision ou une combinaison de ces éléments.

Les sommaires sont établis par des correspondants nationaux désignés par leur pays, ou par d'autres personnes à titre individuel; ils peuvent exceptionnellement être établis par le secrétariat même de la CNUDCI. On notera que ni les correspondants nationaux ni quiconque participant directement ou indirectement au fonctionnement du système n'assument de responsabilité en cas d'erreur, d'omission ou d'autre problème.

---

Copyright © Nations Unies 2008

Imprimé en Autriche

Tous droits réservés. Les demandes de reproduction en tout ou partie du texte de la présente publication seront accueillies favorablement. Elles doivent être adressées au Secrétaire du Comité des publications des Nations Unies, Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York, N.Y. 10017 (États-Unis d'Amérique). Les gouvernements et institutions gouvernementales peuvent reproduire en tout ou partie le texte de la présente publication sans autorisation, mais sont priés d'en informer l'Organisation des Nations Unies.

## Décisions concernant la loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage (LTA)

### Décision 778: LTA 16

Egypte: Arbitrage ad-hoc mené au *Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration* (Centre régional du Caire pour l'arbitrage commercial international) (CRCICA)

n° 474/2006

7 novembre 2006

Original arabe

Non publiée

Résumé préparé par Mohamed Abdel Raouf

[**Mots clés:** *convention d'arbitrage; objet du différend; juridiction; compétence*]

Le demandeur arabe a conclu un accord de sous-traitance avec une entreprise du bâtiment en vue de la construction de plusieurs immeubles. Il a engagé une procédure d'arbitrage contre l'entreprise en vertu de la convention d'arbitrage ad-hoc stipulée dans le contrat de sous-traitance.

Au cours de la procédure d'arbitrage, le défendeur a contesté la compétence du tribunal arbitral, au motif que la convention d'arbitrage n'énonçait pas les questions devant être soumises à l'arbitrage et que, par conséquent, la convention d'arbitrage ne serait valable que si un compromis d'arbitrage était conclu par les parties. Le demandeur a rejeté le compromis rédigé par le défendeur en faisant valoir que la convention d'arbitrage était un document valide donnant compétence au Tribunal pour régler le différend.

Se fondant sur l'article 22 de la loi égyptienne relative à l'arbitrage [l'équivalent de l'article 16 de la Loi type], le Tribunal a jugé que la convention d'arbitrage constituait un accord valable et qu'il avait compétence pour régler le différend.

### Décision 779: LTA 30 1)

Egypte: Arbitrage ad-hoc mené au *Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration*

N° 497/2006

17 février 2006

Original arabe

Non publiée

Résumé préparé par Mohamed Abdel Raouf

[**Mots clés :** *procédure ; accord de conciliation ; sentence arbitrale ; fin de la procédure*]

Le demandeur, une entreprise établie dans un pays africain, a conclu un contrat avec une association africaine pour la construction d'une zone de cantonnement. Un différend a surgi entre les parties concernant l'exercice de leurs obligations contractuelles respectives. Le demandeur a soumis le différend à l'arbitrage conformément à la clause compromissoire contenue dans le contrat.

Après la clôture des audiences, les parties ont demandé à ce qu'elles soient réouvertes afin que soient enregistrées les conditions de l'accord de conciliation

auquel elles étaient parvenues sous la forme d'une sentence arbitrale rendue par accord des parties.

Le Tribunal a pris note des conditions de l'accord de conciliation et a mis fin à la procédure arbitrale en vertu de l'article 41 de la loi égyptienne relative à l'arbitrage [l'équivalent de l'article 30 1) de la Loi type].

**Décision 780: LTA 4**

Egypte: Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration

N° 312/2002

28 novembre 2004

Original anglais

Non publiée

Résumé préparé par Mohamed Abdel Raouf

[**Mots clés:** *convention d'arbitrage; exception d'irrecevabilité; délai; renonciation au droit de faire objection*]

Le demandeur, une société suisse, a conclu un Accord de vente et d'achat d'actions avec des homologues égyptiens pour l'achat d'une part du capital d'une entreprise égyptienne. Plus tard, l'entreprise suisse a engagé une procédure arbitrale contre les intimés fondée sur la clause compromissoire contenue dans l'Accord, qui renvoie tous les différends éventuels entre les parties à l'arbitrage en vertu du Règlement du Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration. Dans sa demande d'arbitrage, le requérant a demandé aux intimés de rembourser une partie des sommes versées à l'administration fiscale et qui étaient censées être supportées par eux en application de plusieurs dispositions contractuelles.

Dans leurs premières conclusions, les défendeurs ont soulevé une exception d'irrecevabilité fondée sur la renonciation par le requérant à la clause compromissoire. Les défendeurs ont fait valoir qu'avant d'engager la procédure arbitrale, trois des défendeurs, en leur qualité d'ex-actionnaires de l'entreprise acquise, avaient déposé une plainte devant la juridiction nationale compétente contre le requérant, lequel n'a ni invoqué la clause compromissoire, ni soulevé une exception de non-recevabilité devant ledit tribunal. En revanche, le requérant a soumis un mémoire de défense, ce qui, selon les défendeurs, revenait à renoncer à son droit à l'arbitrage.

Parmi les arguments invoqués en réponse à cette exception d'irrecevabilité, le requérant a soutenu que les défendeurs soulevaient cette objection très tardivement.

Se fondant sur l'article 8 de la loi égyptienne relative à l'arbitrage [l'équivalent de l'article 4 de la Loi type], le Tribunal a jugé que les défendeurs ont soulevé l'exception d'incompétence dans leur tout premier mémoire, par conséquent dans un délai raisonnable. Le tribunal arbitral a estimé que toutes les autres mesures ultérieures prises par les défendeurs, y compris la nomination de leurs arbitres et le paiement de leur part des frais d'arbitrage, ne constituaient pas une acceptation tacite de l'arbitrage comme moyen de règlement du différend.

Toutefois, après avoir examiné les motifs de l'exception d'incompétence soulevée par les défendeurs, le tribunal arbitral l'a rejetée et conclu que la renonciation au droit d'arbitrage en vertu de la clause compromissoire n'était pas constituée.

L'intention d'une partie de renoncer à son droit contractuel de règlement du différend par voie d'arbitrage doit être énoncée en termes clairs et univoques.

**Décision 781: LTA 16**

Egypte: Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration

N° 111/1998

12 juillet 1999

Original arabe

Résumé anglais: publié dans les Sentences arbitrales du Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration, Vol. II (1997-2000), Kluwer Law International, 2003, 63.

Résumé préparé par Mohamed Abdel Raouf

**[Mots clés:** *convention d'arbitrage ; juridiction ; kompetenz-kompetenz*]

Le demandeur, une entreprise basée dans un pays africain, a conclu un contrat de sous-traitance avec une autre entreprise africaine, qui était le principal contractant choisi par une autorité locale pour la construction d'une centrale électrique. Les conditions générales du contrat comprenaient une clause compromissoire sur les différends pouvant être soumis à l'arbitrage en vertu du Règlement du Centre régional du Caire pour l'arbitrage commercial international (CRCICA).

Au cours de la procédure arbitrale, le défendeur a invoqué la nullité de la convention d'arbitrage, faisant valoir que les conditions générales du contrat étaient contestées par les parties et que, par conséquent, il n'était pas certain qu'il puisse y être fait référence eu égard à l'article 10 3) de la loi égyptienne relative à l'arbitrage.

Cet argument a été rejeté par le Tribunal à la lumière de l'article 22 de la loi égyptienne relative à l'arbitrage, qui est conforme à l'article 21 du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI [l'équivalent de l'article 16 de la loi type]. Le Tribunal arbitral a jugé qu'il avait compétence pour régler le différend.

Finalement, le Tribunal arbitral a rejeté l'exception de nullité de la convention d'arbitrage au motif qu'elle avait été soulevée postérieurement à la présentation du mémoire du défendeur sur le fond et qu'elle était sans fondement.

**Décision 782: LTA 32 2)c)**

Egypte: Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration

N° 101/1997

11 mars 1999

Original arabe

Résumé en anglais: publié dans les Sentences arbitrales du Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration, Vol. II (1997-2000), Kluwer Law International, 2003, 155

Résumé préparé par Mohamed Abdel Raouf

**[Mots clés:** *procédure arbitrale; clôture de la procédure*]

Le demandeur, une entreprise d'isolation thermique ayant son établissement dans un pays africain, a conclu un accord de sous-traitance avec le défendeur, une entreprise européenne à qui un organisme public avait attribué un contrat en vue de la création d'une centrale électrique. Le requérant a déposé une demande d'arbitrage contre le défendeur fondée sur la clause compromissoire contenue dans le contrat de sous-

traitance selon laquelle les différends éventuels devaient être soumis à l'arbitrage en vertu du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI.

Une fois la procédure d'arbitrage engagée, une part des actions de l'entreprise intimée a été vendue à une autre entreprise. Par conséquent, le demandeur n'a pas souhaité poursuivre une procédure d'arbitrage contre un défendeur qui n'avait plus qualité pour agir. La question soulevée devant le tribunal arbitral était de savoir si le défendeur était toujours partie à l'arbitrage et si le tribunal arbitral avait été dûment constitué.

Invoquant le fait que l'entreprise acquéreuse n'était pas partie à la convention d'arbitrage et, par conséquent, n'avait pas désigné d'arbitre, les arbitres ont ordonné la clôture de la procédure après constatation de l'impossibilité de poursuite de la procédure, conformément à l'article 34 2) du Règlement de la CNUDCI et des dispositions des lois en vigueur, [l'équivalent de l'article 32 2) c) de la Loi type, expressément mentionné dans la sentence arbitrale]. Aucune des parties ne s'est opposée à la clôture de la procédure.

**Décision 783: LTA 16**

Egypte: Arbitrage ad-hoc mené au Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration

N° 105/1998

14 décembre 1998

Original arabe

Résumé en anglais: publié dans les Sentences arbitrales du Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration (1997-2000), Kluwer Law International, 2003, 11

Résumé préparé par Mohamed Abdel Raouf

[**Mots clés:** *convention d'arbitrage; jurisdiction; kompetenz-kompetenz*]

Les demandeurs, une entreprise située en Afrique et un homme d'affaires asiatique, ont conclu un accord de vente d'actions avec un homme d'affaires européen. L'accord comprenait une clause compromissoire ad-hoc.

Cependant, une fois la procédure d'arbitrage engagée, le défendeur a contesté la compétence du tribunal arbitral, alléguant que la clause compromissoire était nulle attendu qu'elle emportait violation de la loi sur le marché des capitaux qui prévoit un type particulier d'arbitrage comme seul moyen de règlement de différends résultant de la vente d'actions.

Le tribunal arbitral a conclu que la clause d'arbitrage était valable et qu'il avait compétence pour régler le différend, conformément à l'article 22 de la loi égyptienne relative à l'arbitrage [l'équivalent de l'article 6 de la Loi type].

**Décision 784: LTA 16**

Egypte: Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration

N° 67/1995

11 août 1996

Publiée en arabe

Résumé anglais: publié dans les Sentences arbitrales du Centre régional du Caire pour l'arbitrage commercial international, Kluwer Law International, 2000, p. 153.

Résumé préparé par Mohamed Abdel Raouf

**[Mots clés:** *convention d'arbitrage; juridiction; kompetenz-kompetenz*]

Les parties (deux entreprises ayant leur établissement dans la région du Golfe) ont conclu un contrat pour la vente de bijoux et de montres dans le pays du demandeur. Ce dernier a engagé une procédure d'arbitrage conformément à la clause compromissoire figurant dans le contrat selon laquelle les différends éventuels devaient être soumis à l'arbitrage en vertu du Règlement du Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration.

Les parties défenderesses ont contesté la compétence du tribunal arbitral, invoquant la nullité de la convention d'arbitrage, et demandé aux arbitres de se prononcer sur ce point avant d'examiner le fond du différend.

La sentence explicitement visée à l'article 21 du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI et de l'article 22 de la loi égyptienne relative l'arbitrage [l'équivalent de l'article 16 de la Loi type], qui dispose que «... en règle générale, le tribunal arbitral doit statuer sur sa propre compétence en la traitant comme une question préalable. Toutefois, le tribunal arbitral peut poursuivre l'arbitrage et statuer sur sa propre compétence dans sa sentence définitive". Le tribunal arbitral a, par conséquent, décidé de statuer sur sa propre compétence conjointement avec le fond de l'affaire et de ne rendre qu'une seule sentence.

**Décision 785: LTA 12 2), 13 2)**

Egypte: Arbitrage ad-hoc mené au Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration

N° 51/1994

25 mars 1996

Publiée en arabe

Résumé en arabe: publié dans les Sentences arbitrales du Cairo Regional Centre for International Commercial Arbitration (1984-2000), 2002, 48.

Résumé en anglais: publié dans les Sentences arbitrales du Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration, Kluwer Law International, 2000, 81.

Résumé préparé par Mohamed Abdel Raouf

**[Mots clés:** *nomination des arbitres; récusation des arbitres; conflit d'intérêts*]

Un contrat pour des travaux de drainage sanitaire (contrat sur les travaux et les matériaux) a été conclu entre les parties. Le contrat ne comportait pas de clause compromissoire mais les parties ont ultérieurement conclu un accord de conciliation.

Une fois la procédure d'arbitrage engagée, le défendeur a récusé l'arbitre qui présidait le tribunal arbitral, faisant valoir qu'il n'était pas impartial et qu'il serait présenté comme témoin des faits.

Le tribunal arbitral a rejeté la récusation formée par le défendeur conformément à l'article 18 1) de la loi égyptienne n° 27 relative à l'arbitrage de 1994 [l'équivalent de l'article 12 2) de la Loi type] et considéré que les circonstances invoquées par le défendeur n'étaient pas de nature à soulever des doutes sérieux sur l'impartialité ou l'indépendance de son Président.

Il convient de noter que, conformément à une décision rendue par la Haute Cour constitutionnelle en novembre 1999, l'article 19 de la loi égyptienne relative à l'arbitrage [équivalent à l'article 13 2) de la Loi type]) a été amendé. En vertu de

cette nouvelle disposition, les juridictions nationales, et non pas les tribunaux arbitraux, jouissent d'une compétence exclusive pour statuer sur les demandes de récusation des arbitres.

**Décision 786: LTA 1 3), 20 1), 22 1)**

Egypte: Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration

N° 1/1994

31 octobre 1995

Publiée en arabe

Résumé en arabe: publié dans les Sentences arbitrales du Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration (1984-2000), 2002, 310.

Résumé en anglais: publié dans les Sentences arbitrales du Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration, Kluwer Law International, 2000, 135.

Résumé préparé par Mohamed Abdel Raouf

[**Mots clés:** *arbitrage international; lieu de l'arbitrage et langue à utiliser dans la procédure arbitrale*]

En 1989, le demandeur, une société maritime ayant son établissement dans un pays africain, a conclu un contrat avec deux autres compagnies maritimes situées respectivement en Amérique centrale et dans la région du Golfe pour le commandement et l'exploitation d'un navire à Jeddah et à Suez.

Le contrat, qui comprenait une clause compromissoire selon laquelle les différends éventuels devaient être soumis à l'arbitrage devant le Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration, a été conclu avant l'entrée en vigueur de la loi égyptienne de 1994 relative à l'arbitrage. Toutefois, le Tribunal arbitral a appliqué cette loi conformément à l'article premier de celle-ci, selon lequel les dispositions de la présente loi « *s'appliquent à tout arbitrage en instance au moment de son entrée en vigueur ou immédiatement après, même s'il est fondé sur une convention d'arbitrage conclue avant l'entrée en vigueur de la loi* ».

Tenant compte des nationalités différentes du demandeur et des défendeurs, et du fait que le contrat stipulait que le Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration avait compétence pour régler tout différend en rapport avec celui-ci, le tribunal arbitral a estimé que l'arbitrage était un arbitrage international conformément à l'article 3 de la loi égyptienne relative à l'arbitrage [l'équivalent de l'article 1 3) de la Loi type].

En outre, attendu que la clause compromissoire ne faisait mention ni du lieu de l'arbitrage ni de la langue ou des langues à utiliser dans la procédure arbitrale et que les parties ne sont pas par la suite convenues de ces questions de procédure, le Tribunal a décidé que le lieu de l'arbitrage serait Le Caire (Égypte) et que la langue à utiliser dans la procédure arbitrale serait l'arabe. Cette décision était fondée sur les articles 28 et 29 1) de la loi égyptienne relative à l'arbitrage [l'équivalent des articles 20 1) et 22 1) de la Loi type] s'agissant du lieu de l'arbitrage et de la langue à utiliser dans la procédure arbitrale.